



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité départementale de l'Hérault
Subdivision H2.

Affaire suivie par :

Tél. :

Mél. :

N/ réf. : UD34/H2/2021/036 bis

Rapport de l'inspection des installations classées Visite d'inspection du 26/01/2021 (date de la précédente visite : 13/01/2020)			
Société : CABM – Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée		Adresse : Route de Bédarieux, ZAC de Mercorent à BEZIERS (34)	
Activité : Traitement des ordures ménagères - VALORBI			
Régime : Autorisation - N° S3IC : 0066-01565			
Établissement : <input type="checkbox"/> prioritaire <input checked="" type="checkbox"/> à enjeux <input type="checkbox"/> autre			
Type d'établissement prioritaire et à enjeux			
<input type="checkbox"/> Seveso SH/SB <input type="checkbox"/> Rejet eau	<input checked="" type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> STEP	<input type="checkbox"/> Méthanisation <input type="checkbox"/> Produits chimiques	<input type="checkbox"/> Rejet air <input type="checkbox"/> Carrières
<input type="checkbox"/> SSP <input type="checkbox"/> PAC			
Attributs S3IC			
<input type="checkbox"/> Air <input type="checkbox"/> Bruit <input checked="" type="checkbox"/> Déchets <input type="checkbox"/> Eau de surface <input type="checkbox"/> Eau souterraine <input type="checkbox"/> Légionelles <input type="checkbox"/> Site et sols pollués <input type="checkbox"/> Risques accidentels <input type="checkbox"/> Equipement sous pression	<input type="checkbox"/> Explosifs <input type="checkbox"/> SGS <input type="checkbox"/> Sécurité / Sûreté <input type="checkbox"/> Stratégie défense incendie <input type="checkbox"/> Vieillessement (AM 4/10/ <input type="checkbox"/> Accident <input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Pollution <input type="checkbox"/> Mise en demeure	<input type="checkbox"/> Illégaux broyeur <input type="checkbox"/> Illégaux VHU <input type="checkbox"/> Illégaux DEEE <input type="checkbox"/> Illégaux ISDI <input type="checkbox"/> Illégaux Autres <input type="checkbox"/> PC : Insp généraliste <input type="checkbox"/> PC : Insp spécialisée <input type="checkbox"/> PC : BIOCIDES <input type="checkbox"/> PC : Fluides frigo/SAO/GE	<input type="checkbox"/> PC : NANOS <input type="checkbox"/> PC : REACH <input type="checkbox"/> AN-EMP : Éval recevable <input type="checkbox"/> AN-EMP : Éval non-recevable <input type="checkbox"/> AN-EMP : GEH faibles <input type="checkbox"/> AN-EMP : GEH non faible <input type="checkbox"/> AN-EMP : Dépassé VLEP <input type="checkbox"/> RGIE/Code du travail
Commentaire de l'inspecteur : /			

Cadrage de l'inspection	
Type	<input checked="" type="checkbox"/> Administrative <input type="checkbox"/> Pénale
<input checked="" type="checkbox"/> Programmée :	<input type="checkbox"/> Instruction en cours <input type="checkbox"/> PPC1/3/7 <input checked="" type="checkbox"/> Hors PPC <input type="checkbox"/> V Initiale ou Récolement <input type="checkbox"/> Enjeux locaux <input type="checkbox"/> Suivi suites VI <input type="checkbox"/> Récolement MED/sanction <input type="checkbox"/> Installations D ou DC <input type="checkbox"/> Sites illégaux <input type="checkbox"/> Sites non ICPE (FFF, REACH ...)
<input type="checkbox"/> Réactive :	

<input type="checkbox"/> Reçue MED/sanction <input type="checkbox"/> Accident/incident <input type="checkbox"/> Contrôle documentaire non-conforme <input type="checkbox"/> Autres		
<input type="checkbox"/> Inopinée <input checked="" type="checkbox"/> Annoncée le 12/01/2021		
Actions nationales		
<input type="checkbox"/> post lubrizon <input type="checkbox"/> TTR <input type="checkbox"/> méthaniseurs <input type="checkbox"/> pertes utilisées	<input type="checkbox"/> PC FF trafic illegal <input type="checkbox"/> PC FF volet 2 <input type="checkbox"/> Créosote <input type="checkbox"/> TP8	<input type="checkbox"/> COV/NOX <input type="checkbox"/> Remblayage carrières <input type="checkbox"/> Action régionale suites
Référentiel d'inspection : <input checked="" type="checkbox"/> Arrêté préfectoral d'autorisation n°69-180-B du 22 octobre 1969 <input checked="" type="checkbox"/> Arrêté préfectoral complémentaire n°87-1-2419 du 03 août 1987, <input checked="" type="checkbox"/> Arrêté préfectoral complémentaire n°2010-I-3665 du 22 décembre 2010, <input checked="" type="checkbox"/> Arrêté préfectoral de mise en demeure n°2019-I-1547 du 4 décembre 2019	Thèmes de l'inspection : <input checked="" type="checkbox"/> suite de la visite du 13 janvier 2020 <input checked="" type="checkbox"/> Nouveaux tunnels (procédé de fermentation)	
Inspecteur DREAL : Christophe REYNAUD, inspecteur de l'environnement à l'UD 34	Principale personne rencontrée : Monsieur Thierry PUJOL (CABM), responsable du traitement des déchets	
Destinataires du rapport : <input checked="" type="checkbox"/> Classement dossier <input checked="" type="checkbox"/> Exploitant <input checked="" type="checkbox"/> DREAL-DRI <input checked="" type="checkbox"/> Préfecture	Pièces annexées au rapport : (1) Tableau de constats (2) Planche photographique	
Suites administratives : <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div> <input type="checkbox"/> Mise en demeure, respect de prescription <input type="checkbox"/> Mise en demeure, dépôt de dossier <input type="checkbox"/> Mesures d'Urgence <input type="checkbox"/> Avec PV de récolement <input type="checkbox"/> Autres : </div> <div> <input type="checkbox"/> Amende <input type="checkbox"/> Astreinte <input type="checkbox"/> Consignation <input type="checkbox"/> Suspension <input type="checkbox"/> Suppression </div> </div>		
I - Objet de l'inspection		
<p>Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE.</p> <p>L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».</p> <p>En application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, l'objet du présent rapport est d'informer la préfecture des constats relevés et de proposer les suites à donner à cette inspection.</p> <p>Une copie du rapport doit par ailleurs être transmise à l'exploitant qui peut faire part de ses observations à l'autorité administrative.</p>		

II - Synthèse de la visite et des constatations

L'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le contexte particulier de la crise sanitaire COVID 19 en cours, laquelle a nécessité l'adaptation de certaines pratiques d'inspection afin de pouvoir respecter la mise en œuvre des mesures barrière de prévention définies par la DREAL pour la réalisation des contrôles dans les ICPE: limitation des échanges de documents physiques, contrôle en extérieur privilégié, limitation des présences concomitantes dans un même lieu fermé de manière à ne pas s'y tenir à plus de 5 personnes, respect des mesures de distanciation de 1 mètre au moins lors des auditions.

2 faits susceptibles de mise en demeure ou de sanction a été relevé :

- les effluents de la station de lavage sont mélangés avec d'autres effluents sans passer au préalable par un décanteur déshuileur (SMEDS1)
- la durée de la phase de fermentation des déchets déclarée par l'exploitant est de 14 jours, ce qui est contraire à ce qui est indiqué dans les dossiers de porter à connaissance (SMEDS2)

6 observations :

- les tunnels de fermentation en exploitation fonctionnent portes ouvertes (OBS1)
- les tunnels utilisent un procédé de fermentation des OMR soumis à la rubrique ICPE 2780 et non 2782 comme indiqué dans le porter à connaissance de l'exploitant du 4 juillet 2018 (page 33/152)(OBS2)
- depuis la visite, la présence d'espèces a été signalée dans le bâtiment accueillant les 6 nouveaux tunnels(OBS3)
- l'exploitant n'a pas pu justifier à l'inspection que la cuve de lixiviats enterrée est constituée d'une double paroi et que des dispositifs ont été mis en place pour détecter une éventuelle fuite et débordement de la cuve (OBS4)
- la bâche incendie indiquée dans le porter à connaissance du 30 mars 2020 n'a pas été installée (OBS5).
- l'exploitant indique à l'inspection la présence sur le site d'une cuve enterrée de carburant désaffectée, non inertée qui n'est plus utilisée par l'exploitant depuis plusieurs années (OBS6).

Principale installation contrôlée :

Les tunnels de fermentation

III - Proposition de suites en fonctions des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de la visite, 2 faits susceptibles de mise en demeure ou de sanction et 6 observations ont été relevés et sont récapitulés en annexe.

Au regard des faits susceptibles de mise en demeure ou de sanction l'inspection estime nécessaire d'accorder à l'exploitant un délai de 30 jours pour apporter la démonstration de sa conformité aux prescriptions. Au terme de ce délai, et à défaut, nous établirons et transmettrons le projet d'arrêté préfectoral correspondant.

IV - Conclusion

Au regard des éléments présentés dans les paragraphes précédents, il est

proposé au préfet de transmettre à l'exploitant une copie du présent rapport conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et de demander à l'exploitant dans un délai de **30 jours** à compter de la date du courrier de transmission du présent rapport :

- d'apporter la démonstration de sa conformité sur les points ayant fait l'objet d'un constat de faits susceptibles de mise en demeure ou de sanction ;
- de prendre en compte les observations formulées ;
- de le confirmer à l'inspection en retournant la fiche récapitulative des constats annexée au présent rapport dûment complétée.

Annexe 1 au rapport de l'inspection des installations classées

Tableau de constats

Cette fiche peut être adressée sous format texte : demande à formuler à l'adresse christophe.reynaud@developpement-durable.gouv.fr

Date de l'inspection : 26 janvier 2021		Exploitant : CABM		
Prescriptions	Constatations de l'inspection et déclarations de l'exploitant	C NC SMEDS PI OBS	Réponses de l'exploitant	
Thème 1 : suite de l'inspection du 13/01/2020				
Extrait rapport de la DREAL suite visite d'inspection du 13 janvier 2020 : Vu le robinet incendie armé (RIA) du bâtiment de stockage de OMr non réparé. Par courriel du 10 février 2020 et par téléphone, l'exploitant déclare à l'inspection avoir posé un nouveau RIA au même emplacement que le RIA hors service début février 2020 et transmet, comme preuve une photo du nouveau RIA installé. Il est demandé à l'exploitant d'indiquer à l'inspection si le nouveau RIA installé est opérationnel.	Vu le robinet incendie armé installé dans le bâtiment de stockage des OMR (c.f annexe).	C		
Article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-I-3665 du 22 décembre 2010 - Dispositions générales	L'exploitant déclare à l'inspection que : - les eaux en contact avec les déchets du site sont toutes collectées et rejetées, après passage dans un décanteur/déshuileur, dans le bassin de lixiviats du site, exceptées les eaux de la			
Tous les effluents aqueux sont canalisés. Les réseaux de		SMEDS1		

Date de l'inspection : 26 janvier 2021		Exploitant : CABM	
Prescriptions	Constatations de l'inspection et déclarations de l'exploitant	C NC SMEDS PI OBS	Réponses de l'exploitant
<p>collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'effluents liquides issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les installations de stockage ou de traitement appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.</p> <p>Tout rejet d'effluent liquide non prévu par le présent arrêté ou non conforme à ses dispositions est interdit.</p> <p>La dilution des effluents est interdite.</p>	<p>station de lavage qui sont rejetées directement dans le bassin de lixiviats du site sans être au préalable traitées par un débourbeur/déshuileur.</p> <p>- les effluents du bassin de lixiviats sont rejetés par surverse dans le réseau des eaux usées de la ville de Béziers.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de vérifier la nécessité ou pas de traiter les effluents de la station de lavage dans un décanteur déshuileur avant de les mélanger avec les lixiviats conformément à l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-I-3665 du 22 décembre 2010, sauf à démontrer que ces effluents ne sont pas susceptibles de contenir des hydrocarbures, - de rejeter les lixiviats dans le réseau d'eau usée uniquement après analyse des lixiviats conforme à la convention de déversement et non par surverse, - de transmettre les analyses des eaux rejetées dans le réseau des eaux usées de la ville de Béziers ainsi que la convention de déversement des rejets des lixiviats dans le réseau des eaux usées de la ville de 		

Date de l'inspection : 26 janvier 2021		Exploitant : CABM	
Prescriptions	Constatations de l'inspection et déclarations de l'exploitant	C NC SMEDS PI OBS	Réponses de l'exploitant
	Béziers.		
Thème 2 : Tunnels de fermentation			
<p>Article R181-46 du code de l'environnement</p> <p>Article 3 de l'arrêté ministériel du 22/04/08 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation (rubrique 2780)</p> <p>Nota : cet arrêté ne s'applique pas aux installations de stabilisation de déchets relevant de la rubrique 2782.</p> <p>1. Une installation de compostage comprend au minimum:</p> <ul style="list-style-type: none"> - une aire* (ou équipement dédié) de réception/tri/contrôle des matières entrantes ; - une aire* (ou équipement dédié) de stockage des matières entrantes, adaptée à la nature de celles-ci ; - une aire* (ou équipement dédié) de préparation, le cas échéant ; - une aire* (ou équipement dédié) de fermentation aérobie ; 	<p>Vu en position ouverte les portes des tunnels de fermentation en exploitation (cf annexe 2).</p> <p>La CABM déclare à l'inspection que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitation des 6 nouveaux tunnels a démarré le 23 décembre 2020. - l'objectif de la réalisation des 6 nouveaux tunnels est d'offrir une capacité supplémentaire en fermentation par ventilation forcée avec un traitement pour limiter les nuisances olfactives pour les riverains. Cela permettra de dégrader la matière organique de façon optimum et d'aboutir à un refus stabilisé, qui pourra à nouveau être dirigé vers l'ISDND de Saint Jean de Libron. <p>Il est demandé à l'exploitant de fermer la porte des tunnels de fermentation en exploitation pour limiter d'éventuelles nuisances olfactives et à défaut d'évaluer leur impact en fonctionnement portes</p>	OBS1	

Date de l'inspection : 26 janvier 2021		Exploitant : CABM	
Prescriptions	Constatations de l'inspection et déclarations de l'exploitant	C NC SMEDS PI OBS	Réponses de l'exploitant
<p>- une aire* (ou équipement dédié) de maturation;</p> <p>- une aire (ou équipement dédié) d'affinage/criblage/formulation, le cas échéant ;</p> <p>- une aire de stockage des composts et déchets stabilisés avant expédition, le cas échéant.</p> <p>A l'exception de celles qui sont abritées dans un bâtiment fermé, ces différentes aires sont situées à 8 mètres au moins des limites de propriété du site. L'arrêté préfectoral peut prévoir un nombre minimal d'aires inférieur dans le cas du compostage de déjections animales.</p> <p>2. L'installation n'est pas implantée dans le périmètre de protection rapproché d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine.</p> <p>L'installation est implantée de manière à ce que les différentes aires et équipements mentionnés au 1 soient situés :</p> <p>- à au moins 50 mètres des habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public, à l'exception de ceux en lien avec la collecte ou le traitement des déchets. Cette distance minimale est portée de 50 à 200 mètres pour les aires signalées avec un astérisque (*) au 1 du présent article</p>	<p>ouvertes.</p> <p>L'exploitant déclare à l'inspection avoir produit en 2020 près de 2000 tonnes de compost normé à partir d'OMR. Ce compost a été produit dans les 4 casiers construits en 2017 (initiaux). Les tunnels utilisent un procédé de fermentation soumis à la rubrique ICPE 2780 et non 2782 comme déclaré dans le porter à connaissance de l'exploitant du 4 juillet 2018 (page 33/152).</p> <p>L'exploitant déclare à l'inspection son intention de produire également du compost normé à partir des 6 nouveaux tunnels.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <p>- justifier la conformité des tunnels de fermentation produisant ou susceptibles de produire du compost normé, avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du</p>	OBS2	

Date de l'inspection : 26 janvier 2021		Exploitant : CABM	
Prescriptions	Constatations de l'inspection et déclarations de l'exploitant	C NC SMEDS PI OBS	Réponses de l'exploitant
<p><u>lorsqu'elles ne sont pas fermées</u>, avec traitement des effluents gazeux, et à 100 mètres pour lesdites aires d'installations compostant des effluents d'élevage connexes de l'établissement qui les a produits. La distance minimale de 200 mètres s'applique également aux installations, fermées ou non, qui traitent des déchets comportant des matières d'origine animale autres que les ordures ménagères résiduelles, la FFOM, les déchets d'aliments de la restauration, les déjections animales et les matières stercoraires ;</p> <p>- à au moins 35 mètres des puits et forages extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, des rivages, des berges des cours d'eau, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, à des industries agroalimentaires, ou à l'arrosage des cultures maraîchères ou hydroponiques ;</p> <p>- à au moins 200 mètres des lieux publics de baignade et des plages ;</p> <p>- à au moins 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles.</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation peut prévoir des distances minimales d'implantation par rapport aux lieux publics de baignade, plages et piscicultures plus faibles sous réserve qu'une telle modification n'ait pas d'impact sur la qualité des eaux des zones concernées.</p>	<p>livre V du code de l'environnement et notamment son article 3.</p> <p>- d'analyser l'impact généré par le passage d'une activité soumise initialement à la rubrique ICPE 2782 à la rubrique 2780.</p> <p>Depuis la visite, la présence d'espèces a été signalée dans le bâtiment accueillant les 6 nouveaux tunnels.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de trouver un mode de fonctionnement permettant garantir respect des prescriptions réglementaires, la limitation de l'impact notamment olfactif et sonore ainsi que la protection de la faune aviaire en prenant l'attache d'un bureau d'étude compétent.</p>	OBS3	

Date de l'inspection : 26 janvier 2021		Exploitant : CABM	
Prescriptions	Constatations de l'inspection et déclarations de l'exploitant	C NC SMEDS PI OBS	Réponses de l'exploitant
Extrait de l'annexe 1 de l'arrêté du 22/04/08 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre 1er du livre V du	<p>L'exploitant indique à l'inspection que les jus des tunnels OMR, des condensats des ventilateurs des tunnels OMR et des lixiviats du biofiltre sont collectés gravitairement dans une cuve enterrée avant réutilisation dans le procédé (Cf annexe 2). L'exploitant déclare que la cuve enterrée est étanche aux produits qu'elle reçoit est constituée d'une double paroi et est identique à celle déjà mise en place pour les 4 tunnels de fermentation initiaux.</p>	OBS4	
	<p>L'exploitant n'a pas pu justifier à l'inspection les dispositions qu'il a prises sur sa cuve enterrée de lixiviat (double paroi et adaptée pour recevoir des lixiviats) pour limiter les risques de pollutions accidentelles de l'air, de l'eau ou des sols (article 19 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 déjà cité).</p> <p>L'exploitant déclare à l'inspection que les tunnels de fermentation présents sur le site fonctionnent tous en aération forcée.</p>		

Date de l'inspection : 26 janvier 2021		Exploitant : CABM									
Prescriptions		Constatations de l'inspection et déclarations de l'exploitant		C NC SMEDS PI OBS	Réponses de l'exploitant						
code de l'environnement <table><tr><th>PROCÉDÉ</th><th>PROCESS</th></tr><tr><td>Compostage avec aération par retournement</td><td>Trois semaines de fermentation aérée au minimum. Au moins trois retournements. Trois jours au moins entre chaque retournement. 55 °C au moins pendant une durée minimale totale de soixante-douze heures.</td></tr><tr><td>Compostage en aération forcée</td><td>Deux semaines de fermentation aérée au minimum. Au moins un retournement, opération de retournement après fermentation, sensibilité suivie d'une remontée de température à 55 °C pendant vingt-quatre heures, 55 °C au moins pendant une durée minimale totale de soixante-douze heures.</td></tr></table> Article 1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-I-3665 du 22 décembre 2010 - Conformité au dossier de demande d'autorisation Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. Extrait du porter à connaissance n°réf 5256485A version 1 du 28/06/2018 : le temps de séjour de la matière organique dans les tunnels est d'environ 21 jours, un retournement		PROCÉDÉ	PROCESS	Compostage avec aération par retournement	Trois semaines de fermentation aérée au minimum. Au moins trois retournements. Trois jours au moins entre chaque retournement. 55 °C au moins pendant une durée minimale totale de soixante-douze heures.	Compostage en aération forcée	Deux semaines de fermentation aérée au minimum. Au moins un retournement, opération de retournement après fermentation, sensibilité suivie d'une remontée de température à 55 °C pendant vingt-quatre heures, 55 °C au moins pendant une durée minimale totale de soixante-douze heures.	Vu le tableau de suivi de la phase de fermentation en tunnels des déchets depuis le début d'année 2020 : le retournement des déchets est indiquée ainsi que les températures mais la durée de fermentation pour chaque lot de déchets est illisible, l'inspection n'a donc pas pu vérifier si la durée minimale de deux semaines de fermentation prescrite à l'annexe 1 (Normes de transformation) de l'arrêté ministériel du 22/04/08 est respectée. L'exploitant déclare à l'inspection que la durée de la phase de fermentation des déchets est de 14 jours, ce qui serait conforme à l'annexe 1 précitée mais non conforme à ce qui est indiqué dans les dossiers de porter à connaissance : - du 28/06/2018 (page 32/152) qui stipule que « le temps de séjour de la matière organique dans les tunnels est d'environ 21 jours ». - du 30 mars 2020 (page 19) qui indique que « la base de dimensionnement des 6 nouveaux tunnels de fermentation est : Une durée totale de traitement de		SMEDS2	
PROCÉDÉ	PROCESS										
Compostage avec aération par retournement	Trois semaines de fermentation aérée au minimum. Au moins trois retournements. Trois jours au moins entre chaque retournement. 55 °C au moins pendant une durée minimale totale de soixante-douze heures.										
Compostage en aération forcée	Deux semaines de fermentation aérée au minimum. Au moins un retournement, opération de retournement après fermentation, sensibilité suivie d'une remontée de température à 55 °C pendant vingt-quatre heures, 55 °C au moins pendant une durée minimale totale de soixante-douze heures.										

Date de l'inspection : 26 janvier 2021		Exploitant : CABM	
Prescriptions	Constatations de l'inspection et déclarations de l'exploitant	C NC SMEDS PI OBS	Réponses de l'exploitant
<p>d'andain au minimum étant prévu sur la période ».</p> <p>Courrier du préfet du 13 février 2017</p> <p>Extrait du porter à connaissance n°A103282/version A- 30 mars 2020</p> <p>L'objectif étant de pouvoir continuer le traitement pour obtenir une durée totale de fermentation de 23 jours, les nouveaux tunnels doivent donc être dimensionnés pour 13 jours après passage dans les tunnels existants pendant 10 jours de traitement (hors manutention). Le dimensionnement total des nouveaux tunnels portera sur 15 jours : 13 jours de traitement et 2 jours de manutention.</p> <p>Extrait article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-I-3665 du 22 décembre 2010 - Compostage des déchets stabilisés</p> <p>Extrait du porter à connaissance n°A103282/version A- 30 mars 2020</p> <p>Traitement d'air</p> <p>Le débit d'air à traiter issu de la ventilation forcée des</p>	<p>23 jours (hors manutention) des déchets »</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'indiquer la raison pour laquelle le process de fermentation appliqué sur le site de Valorbi est différent du procédé indiqué dans les dossiers de porter à connaissance précités en indiquant l'impact de ces modifications sur l'environnement (en particulier sur les nuisances olfactives) et sur l'efficacité du procédé , - de transmettre à l'inspection un document lisible justifiant que les dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté du 22/04/08 déjà cité sont respectées. <p>L'inspection prend note que le procédé de compostage indiqué à l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-I-3665 du 22 décembre 2010 n'est plus appliqué sur le site, le BRS ayant été supprimé et les tunnels fonctionnant en aération forcée aérobie.</p>		

Date de l'inspection : 26 janvier 2021		Exploitant : CABM	
Prescriptions	Constatations de l'inspection et déclarations de l'exploitant	C NC SMEDS PI OBS	Réponses de l'exploitant
<p>tunnels est le débit d'air aspiré par les ventilateurs soit 2 000 m³/h unitaire ce qui représente 12 000 m³/h si tous les tunnels sont en fonctionnement simultané. Il a été retenu un débit réel à traiter de 10 000 m³/h en retenant le fonctionnement simultané de 5 tunnels maximum sur les 6.</p> <p>Le débit total d'air ambiant à traiter est donc 20 100 m³/h pour les 6 tunnels.</p> <p>Le débit d'air total à traiter sera donc de 10 000m³/h + 20 100 m³/h soit un débit total de 30 000 m³/h.</p> <p>Extrait du porter à connaissance n°A103282/version A- 30 mars 2020</p> <p>L'alimentation des deux RIA sera effectuée à partir d'une réserve neuve (bâche souple réserve défense incendie de 120 m³)</p> <p>Courrier du préfet du 18 septembre 2020</p>	<p>L'exploitant n'a pas pu indiquer à l'inspection le débit d'air traité réel issu des ventilations forcées des nouveaux tunnels.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de pouvoir justifier que le débit d'air à traiter issus de la ventilation forcée des tunnels appliqué sur le site correspond bien au débit indiqué dans le porter à connaissance du 30 mars 2020 (n°A103282/version A-30 mars 2020).</p> <p>L'inspection constate que la bâche incendie indiquée dans le porter à connaissance du 30 mars 2020 précité n'a pas été installée.</p> <p>L'exploitant déclare à l'inspection que cette bâche va être mise en place dans les prochains jours.</p> <p>Par courriel du 30 janvier 2021, la CABM transmet une photo montrant une bâche sans indiquer s'il s'agit de la bâche incendie précitée.</p>	<p>PI</p> <p>OBS5</p>	

Date de l'inspection : 26 janvier 2021		Exploitant : CABM	
Prescriptions	Constatations de l'inspection et déclarations de l'exploitant	C NC SMEDS PI OBS	Réponses de l'exploitant
<p>Article 18 de l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables « ou combustibles » et de leurs équipements annexes</p> <p>Lors d'une cessation d'activité de l'exploitation, les réservoirs doivent être dégazés et nettoyés avant d'être retirés ou à défaut neutralisés par un solide physique inerte.</p> <p>Le produit utilisé pour la neutralisation doit recouvrir toute la surface de la paroi interne du réservoir et posséder à terme une résistance suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.</p> <p>Une neutralisation à l'eau peut être tolérée lors d'une cessation d'activité temporaire. Une réépreuve est effectuée avant la remise en service de l'exploitation. Une neutralisation à l'eau ne peut excéder vingt-quatre mois.</p>	<p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'indiquer clairement en le justifiant la mise en place d'une bâche incendie opérationnelle telle que prévue dans le porter à connaissance précité. - de transmettre l'avis du SDIS sur le porter à connaissance du 30 mars 2020. <p>L'exploitant indique à l'inspection la présence sur le site d'une cuve enterrée de carburant désaffectée, non inertée qui n'est plus utilisée depuis plusieurs années et qui a été remplacée par une cuve aérienne pour son activité non classée au titre de la rubrique 1435 de la nomenclature ICPE (station service).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'assurer qu'au droit de la cuve enterrée aucune pollution liée à son activité passée n'existe et de prendre toutes les dispositions pour dégazer et nettoyer la cuve enterrée et si possible l'évacuer du site en application de l'article 18 de l'arrêté du 22 juin 1998.</p>	OBS6	

Date de l'inspection : 26 janvier 2021	Exploitant : CABM		
Prescriptions	Constatations de l'inspection et déclarations de l'exploitant	C NC SMEDS PI OBS	Réponses de l'exploitant
<p>Extrait article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-I-3665 du 22 décembre 2010 - Equipements abandonnés</p> <p>Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.</p>			
			<p>Identification du représentant mandaté par l'exploitant, qui reconnaît avoir donné les suites exposées ci-dessus aux non-conformités et aux observations relevées lors de l'inspection de la DREAL</p> <p>Nom : Prénom :</p> <p>Fonction :</p> <p>Date :</p> <p>Signature</p>

Annexe 2 Planche photographique
(photos prises le jour de l'inspection : 26 janvier 2021)



Bâtiment stockage OMR : RIA installé



Nouveaux tunnels de fermentation



Cuve enterrée lixiviat (nouveaux tunnels)